

NORMANDY LASOURCE S.A.S

Société par Actions Simplifiée au capital de FF 1.433.999.100
Siège social : 42, avenue de la Grande Armée – 75017 Paris - France

RCS : PARIS B 382 461 325

CONSULTATION ECRITE DU 3 NOVEMBRE 2000

Les membres du Conseil d'Administration sont consultés le 3 novembre 2000 sur la résolution suivante.

Sont consultés :

- Monsieur David Hillier, Président
- Monsieur Richard Robinson, Directeur Général, Administrateur
- Monsieur John Reynolds, Administrateur
- Monsieur Thierry Kaïoun, Administrateur

Seuls administrateurs de la Société

Monsieur Jean-Marie Couetdic, membre titulaire du Comité d'Entreprise, est informé.

Monsieur Reynolds a informé les membres du conseil que Monsieur Robinson lui avait indiqué qu'il ne participerait pas à la consultation.

Résolutions

Le Conseil d'Administration décide de mettre fin aux fonctions de Directeur Général de Normandy LaSource de Monsieur Richard Robinson avec effet immédiat.

Le Conseil d'Administration approuve à l'unanimité, Monsieur Thierry Kaïoun ne participant pas au vote, la nomination de Monsieur Thierry Kaïoun comme Directeur Général de la société.

Monsieur Thierry Kaïoun a été recruté en mai 1996 au sein du groupe Normandy LaSource en tant que Directeur Financier. Depuis 1998 il a étendu ses fonctions à celles de Secrétaire Général. Il continuera à exercer ces fonctions en tant que salarié de la société et à reporter à Monsieur David Hillier, Président de la société et Directeur Financier de la maison mère, Normandy Mining Limited.

Les pouvoirs du Directeur Général de Normandy LaSource sont définis ci-dessous :

1. conclure ou résilier tout contrat avec les clients et fournisseurs de la société dans le cadre de ses activités courantes;
2. consentir ou accepter tous baux sous réserve qu'ils ne contiennent pas de promesse d'achat ou de vente pour des ventes d'immeubles dont la valeur excéderait 5 millions de francs hors taxes;
3. représenter la société au sein des assemblées d'actionnaires ou le cas échéant des organes sociaux des filiales;

4. faire fonctionner tous comptes bancaires ouverts au nom de la société conformément à la procédure comptable en vigueur au sein de la société, tirer des chèques, gérer tous retraits et donner tous ordres de virement, jusqu'à concurrence, pour l'ensemble de ces opérations, de 5 millions de francs pour effectuer tout paiement nécessaire dans le cadre de la gestion courante de la société; remettre tous chèques ou effets à l'escompte ou à l'encaissement;
5. assurer le suivi de la gestion du personnel;
6. agir pour le compte de la société auprès des différentes autorités publiques et des Chambres de Commerce situées dans le ressort territorial de la société ou à l'étranger;
7. représenter la société devant tous services administratifs et/ou établissements publics français locaux;
8. établir et signer toute déclaration et autres documents afférents à l'activité de la société devant être remis aux différentes autorités administratives susvisées;
9. demander tous droits miniers et toutes autorisations administratives ; signer à cet effet toutes demandes et toutes conventions ;
10. représenter la société en justice devant le Conseil des Prud'hommes, le Tribunal Correctionnel, les Tribunaux d'Instance et de Grande Instance, et tous tribunaux dans le ressort territorial desquels se situe la société, et plus généralement devant toute juridiction française, étrangère ou internationale ;
11. acquérir ou céder tout élément d'actif d'une valeur comptable inférieure ou égale à huit (8) millions de francs, s'il s'agit d'une dépense inscrite au budget, et inférieure ou égale à deux (2) millions de francs s'il s'agit d'une dépense non prévue au budget ;
12. engager ou mettre en place le financement d'un investissement d'un montant maximum de huit (8) millions de francs à condition toutefois que celui-ci soit ratifié postérieurement par un conseil d'administration ;
13. contracter tout emprunt d'un montant nominal inférieur ou égal à huit (8) millions de francs, à condition toutefois que celui-ci ne soit pas assorti d'une sûreté réelle portant sur un ou plusieurs actifs de la société, et que celui-ci soit ratifié postérieurement par un conseil d'administration ;
14. consentir tout prêt, crédit, avance, caution, aval ou garantie au nom de la société, dans la limite maximale de huit (8) millions de francs par opération,
15. engager tout cadre ou salarié dont le salaire annuel brut (hors primes ou compensations liées à l'expatriation) est inférieur ou égal à un (1) million de francs,
16. signer tous contrats de travail, lettres d'embauche, convocations à entretien préalable et notifications de licenciement et d'une manière générale tous actes et notifications utiles se rapportant au recrutement, embauche, sanctions et licenciements de tous employés ;
17. représenter l'employeur dans les relations avec les institutions représentatives du personnel, notamment les réunions avec les délégués du personnel et/ou le comité

d'entreprise, ainsi que dans la négociation de tous accords d'entreprise avec tous les représentants habilités ;

18. établir, soumettre à approbation et procéder à tous dépôts de règlement intérieur et annexes, recueillir tous avis utiles et procéder à toutes contestations utiles ;
19. présider et animer tous comité d'hygiène et de sécurité et d'amélioration des conditions de travail, préparer tous plans de prévention des accidents du travail ;
20. introduire, suivre et défendre à toutes actions en justice se rapportant à quelque titre que ce soit au droit du travail et notamment représenter, se constituer partie civile, témoigner, assister la société à toutes audiences et instances ;
21. représenter notamment avec pouvoir de concilier et de transiger à toutes audiences de conciliation et de jugement devant toutes juridictions compétentes en matière prud'homale et former au nom de la société tous recours utiles ;
22. donner toutes sous-délégations utiles pour la bonne fin des présentes et le parfait accomplissement des missions ci-dessus visées , notamment au responsable des Ressources Humaines et au Directeur Financier du groupe Normandy LaSource ;

et généralement faire tout ce qui est utile ou nécessaire en matière de droit du travail dans l'intérêt et au bénéfice de la société.

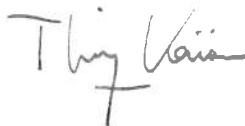
Le contrat de travail de Monsieur Thierry Kaïoun en sa qualité de Directeur Financier puis de Secrétaire Général subsiste intégralement parallèlement à sa nomination de Directeur Général, les pouvoirs visés aux alinéas 1, 5, 7, 8, 9, 11, 15, 16, 17 entrant dans le cadre de l'exercice de ses fonctions salariées.



David Hillier



John Reynolds



Thierry Kaïoun